

«Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre» Kral Marx

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Novembre
Décembre 2013 - N°42

1€

L'invité du DR :

Les Etats-Unis et l'UE ont démontré leur complicité avec les politiques sionistes

Leila Shahid

Thierry Verhoeven

Le néolibéralisme dans les starting-blocks

François d'Agostino

Fronde syndicale au pays noir

Romildo Gomez Pinheiro

Le Brésil assis sur un volcan

Marie-France Deprez

Le naufrage accusateur de Lampedusa

Gui Englebert

arxisme, productivisme et décroissance

Editorial :

Comme l'explique bien Marie-France Deprez dans son article (p.14), les prétextes humanitaires avancés par les dirigeants occidentaux pour chasser et assassiner le président Kadhafi ont montré toute la dimension de leur imposture lors du dramatique naufrage des immigrés à Lampedusa. En effet, le journal Le Monde avouait, pendant l'agression contre la Libye, que les missiles tirés par les « humanistes » occidentaux épargnaient la marine libyenne pour que celle-ci puisse être utile, dans l'après Kadhafi, pour arrêter l'immigration ! Or on voit que, précisément, ces immigrés-là viennent mourir sur nos plages ou dans les batailles qui fleurissent sur le continent africain.

La même hypocrisie surgit lorsque les grands pontes de l'austérité organisent au Palais de l'Élysée en France une

grande messe consacrée « à la lutte contre le chômage des jeunes en Europe ». Ainsi, ceux-là même qui organisent ce chômage en privilégiant les intérêts du grand patronat et de la finance internationale, en s'acharnant à soutenir une construction européenne qui, depuis sa naissance, n'a eu d'autre objectif que de favoriser la rentabilité des grandes multinationales au détriment des conditions de vie des populations, font aujourd'hui étalage, avec le complice concours des médias aux ordres, de leur feinte préoccupation pour le fait que le chômage en Europe ne cesse pas d'augmenter et en particulier celui des nouvelles générations.

Enfin ces mêmes décideurs politiques, qui répètent à tous les vents qu'ils n'ont pas assez de moyens pour investir dans des projets d'intérêt public, ces hommes-là étaient disposés à dépenser des sommes énormes pour organiser

encore une nouvelle aventure militaire, cette fois contre la Syrie.

Et la situation risque bien de ne point s'améliorer, bien au contraire. Le monde entier a regardé avec stupeur comment les Etats-Unis, la première puissance économique et militaire de la planète, ne parvenaient pas à trouver un accord entre leurs deux plus importantes formations politiques pour approuver le budget de l'Etat, risquant ainsi de faire exploser l'économie mondiale. Symptôme assez préoccupant d'un système qui commence à perdre ses repères et qui ne voit pas d'autre issue à sa crise que dans la recherche de stratégies, militaro-commerciales, de domination comme celle qui arrive avec l'annoncé Marché Transatlantique. La gauche de gauche doit se préparer à relever ce défi et tout mettre en œuvre pour essayer de contrer ce marché de dupes. ■

Leïla Shahid:

"Les Etats-Unis et l'UE ont démontré leur complicité avec les politiques sionistes"

Issue d'une famille passionnément engagée dans le mouvement national palestinien pendant des générations, Leïla Shahid a été la Représentante de la Palestine en Irlande, Aux Pays-Bas, à l'UNESCO et en France, avant de devenir ambassadeur de la Palestine auprès de la Belgique, du Luxembourg et de l'Union européenne. Elle sait combiner le savoir faire de ses années de jeunesse militante avec le tact de la diplomatie la plus studieuse. Le Drapeau Rouge s'honore d'ouvrir ses pages au franc parler de cette passionaria de la cause palestinienne.

Le Drapeau Rouge.- Nous com-mémorons cette année les 20 ans de la signature des accords d'Oslo. Ces accords sont motif de controverse parmi la gauche pro-palestinienne ou certains estiment que le mouvement palestinien a été piégé à cette occasion et font un rapport entre ces accords et la relative impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui le mouvement de libération palestinien ?

Leïla Shahid.- J'en conviens qu'il y a pas mal de malentendus, en particulier dans les mouvements de gauche qui soutiennent la cause palestinienne, à propos des accords d'Oslo. Pour bien le situer et le comprendre, il faut se rappeler que le peuple palestinien, de par son histoire riche de luttes et d'affrontements avec les régimes arabes, est un peuple particulièrement mur sur le

plan politique. N'oublions pas que c'est une population qu'a connu non seulement la plus longue occupation militaire depuis 1967 mais que celle-ci est venue compléter la spoliation de ses terres en 1948 via un véritable nettoyage ethnique, connu aussi comme le Nakba ; probablement le plus important du XX siècle et qui s'est soldé par 6 millions de réfugiés sur une population de 10 millions et où la Palestine est passée d'un pays à majorité arabe à un pays à majorité juive.

Retenons également pour vous donner une idée, qu'à cette époque les palestiniens avaient été dépouillés même de leur identité nationale dans les communications officielles et des média. Pour parler de la Palestine post 1948 on disait « les réfugiés arabes » et Golda Meier premier ministre d'Israël faisant preuve de sa grande arrogance et son mépris se demandait « Les palestiniens ? Ils n'existent pas ! » C'était également le moment où une énorme propagande médiatique orchestrée par les sionistes travestissait grossièrement la réalité pour justifier leur occupation de nos terres. Ils disaient venir « fleurir le desert » ou à « occuper une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». C'est contre tout cela que s'est insurgé une extraordinaire résilience animé par le peuple palestinien et son dirigeant historique Yasser Arafat et qui a permis, suite à 65 ans de longues et douloureuses luttes, la reconnaissance de ce peuple par 138 pays à l'Assemblée Générale des Nations Unies ! Cela dit, le prix à payer pour cette résilience fut assez cher. Il a passé par l'organisation de la révolte contre l'occupant sioniste y compris par la lutte armée.

Lorsqu'Arafat créa l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP) il a bien ompris que le salut de son peuple ne viendra pas de l'extérieur, de la dite communauté internationale ni des pays arabes mais du peuple palestinien lui-même avec toute la diversité de ses composants : nationalistes, islamistes modérés, baasistes, communistes, en les respectant toutes au sein de l'Organisation de Libération de la Palestine, fondée en 1964.

Le DR.- Mais ce ne seraient pas justement les compromis à Oslo qui ont mis un coup d'arrêt à cette dynamique de révolte ?

L.S.- Non, absolument pas. Oslo a été une chance pour la Palestine. On ne peut pas comprendre Oslo en dehors de son contexte historique. Oslo a eu lieu en 1993 après la disparition de l'URSS. Avant Oslo toute perspective d'accord était impossible parce que la Palestine était devenue pour les grandes puissances, les EU et l'URSS, le jouet de leurs rivalités dans le cadre de la guerre froide. A la différence de la réunion de Madrid en 1991 où l'OLP n'a pas été invitée, ce fut à Oslo où l'OLP a été non seulement entièrement reconnue mais a dirigé les négociations. Et c'est suite à Oslo que l'OLP peut enfin revenir en Palestine après un long itinéraire qui l'avait conduit de la Jordanie au Liban et du Liban à la Tunisie ; chaque fois plus loin du pays. C'est ainsi qu'en 1994 Yasser Arafat revient au pays et lance la bataille pour la création d'un Etat palestinien sur le sol de sa patrie. Oslo c'est le retour du Mouvement National Palestinien en Palestine pour la première fois dans notre histoire.

Cela dit, tout ne fut pas si positif dans cette expérience. Avec le temps nous constatons que nous avons péché d'un peu de naïveté et manque de lucidité. Tout d'abord, même s'il s'agissait d'un accord intérimaire limité dans le temps et censé conduire en 1999 à la création d'un État, nous avons cru que des accords de cette importance, consacrés devant le monde entier, étaient des accords durables et que la partie israélienne aurait la décence de les respecter. Mais après l'assassinat de

servés et sans nuances par Netanyahu, Barak, Sharon, Olmert et Netanyahu qui est de retour au pouvoir. Situation aggravée par le fait que ceux qu'on pourrait dire les « parrains » de l'accord, c'est-à-dire les Etats-Unis et l'Union européenne, n'ont strictement rien fait pour assumer leurs responsabilités et ont démontré même une certaine complicité avec les politiques de Tel-Aviv. Nous reconnaissons donc avoir commis l'erreur de ne pas avoir prévu ces scénarios.

conception d'un Etat commun, laïc et démocratique pour tous les deux peuples tel que le réclamait, à ses débuts, le mouvement palestinien ?

L.S.- En effet, comme vous le dites, nous étions aux débuts clairement favorables à l'existence d'un seul état intégrant les populations palestiniennes et israéliennes sur la base du respect mutuel dûment garanti par des règles démocratiques et laïques. Ce fut d'ailleurs notre proposition en 1947. Mais c'est la politique colonialiste et agressive d'Israël qui a fait que cette option soit intenable. Avec la colonisation de la Cisjordanie, l'annexion de Jérusalem Est, le siège de la bande de Gaza, il était difficile de continuer à proposer un état unique. Cela dit la situation actuelle est devenue très complexe. La fragmentation des populations sur le territoire est des nos jours très avancée avec des espaces segmentés et isolés. C'est comme un fromage gruyère. Donc la question d'un seul Etat pourrait être une alternative si Israël était un Etat laïc prêt à accepter les citoyens palestiniens sur un plan d'égalité totale. Or l'Etat sioniste s'acharne à revendiquer un Etat juif où la religion juive est l'identité nationale. L'Etat unique serait alors un projet d'apartheid théocratique et obscurantiste qui n'a rien à voir avec un état binational et laïc, respectueux de ses composantes. C'est de toute évidence la continuation de la même politique colonialiste et raciste de toujours qui a commencé par une décision tout à fait aberrante et illégale qui a conduit en 1948 au dépouillement de nos terres et notre iden-



Leila Shahid

Rabin, assassinat qui d'ailleurs ne peut pas être tout à fait étranger au refus par les extrémistes sionistes de l'esprit d'Oslo, nous nous sommes trouvés avec une série de gouvernements israéliens d'étiquette politique différente mais avec un dénominateur commun : tout faire pour détruire ces accords et leur esprit. C'est ainsi que s'est installée une idéologie anti-Oslo partagée sans ré-

DR.- Avec la généralisation de la colonisation israélienne dans les territoires occupés, la non résolution de la question des réfugiés palestiniens et la présence d'une forte minorité palestinienne à l'intérieur des territoires occupés par Israël en 1948, le projet de deux Etats pour deux peuples est-elle encore réaliste ? Ne faudrait-il pas revenir à la

Suite de l'article page 4

Leïla Shahid:

"Les Etats-Unis et l'UE ont démontré leur complicité avec les politiques sionistes"

tité.. C'est pour cela que la solution des deux Etats est la seule qui assure aux deux peuples un avenir.

Le DR.- Décision qui fut pourtant décidée par les Nations Unies avec, entre autres le vote favorable de l'URSS.

L.S.- ..Mais alors ? Ça change quoi ? C'est parce que l'URSS vote quelque chose que cela devient juste ? Oui, la décision des Nations Unies fut totalement illégale et si elle s'est traduit et persiste dans la colonisation de nos terres ce n'est que grâce à la force et guère au droit. Comment peut, en effet, une institution comme les Nations Unies, de surcroît sensée garantir le respect du droit international, si essentiel comme la souveraineté et l'autodétermination, décider qu'une population tiers s'installe dans le territoire d'un autre pays où vit un peuple depuis des millénaires ? Et ce sans esquisser le moindre début de consultation avec les occupants historiques de ces terres, c'est-à-dire le peuple palestinien ? C'est la négation même du droit !!

Le DR.- Comment expliquez-vous alors le vote de l'URSS ? C'était peut-être parce qu'elle pensait à l'existence d'un sionisme de gauche, socialisant, qui pourrait donner cette tonalité progressiste au nouvel état ?

L.S.- Sionisme de gauche ? Mais c'est déjà une contradiction dans les termes ! Comment peut-on être, en même temps, colonialiste et de gauche ? Ça n'a jamais existé le sionisme de gauche ! Je sais, en effet, que de nom-

breuses personnes ont cru dans ce mythe savamment distillé par les colonisateurs. L'erreur, plus exactement la faute de l'URSS en avalisant cette ignoble décision, est venue de son dogmatisme idéologique. Ils disaient « ce n'est pas grave ; l'important est la solidarité de classe. Un prolétaire juif sera toujours un prolétaire et le frère d'un prolétaire arabe ». Sauf que le prolétaire juif qui vole et occupe les terres du prolétaire arabe, c'est d'abord et surtout un colonisateur juif et non pas un prolétaire juif. Ce sont des dérives à laquelle conduisent les interprétations trop simplifiées des principes doctrinaires.. Mais je crois que c'est surtout la culpabilité à l'égard du génocide qui a compté.

Le DR.- Et quid de la politique des Etats-Unis dite de solidarité envers les victimes de la Shoah et son rapport au problème israélo-palestinien ?

L.S.- La encore, contrairement à des idées reçues, c'est plutôt l'Europe qui assume sa culpabilité à l'égard du génocide juif, les américains n'ont pas de raison de se sentir coupables. Jusqu'à 1967 les américains étaient davantage occupés à courtiser les pays arabes riches en pétrole et, pour le dire prosaïquement, s'en fichaient d'Israël et de ses ambitions. Quant aux corollaires de la deuxième guerre mondiale, ils s'étaient surtout intéressés à « importer » des savants nazis et les recycler dans leurs industries d'armement. Ce n'est qu'en 1967 quand ils ont vu comment les armées israéliennes, en particulier l'aviation, avaient vaincu en 6 jours les armées de 4 pays arabes qu'ils

se sont intéressés à ce petit pays si performant sur le plan militaire et qui, de plus est, pouvait faire contrepoids à l'alliance entre l'URSS et l'Egypte. Israël devenait ainsi une pièce maîtresse du volet stratégique de la guerre froide contre le système socialiste et le nouveau chouchou de la politique internationale des Etats-Unis. Aujourd'hui, cette symbiose là est parfaitement démontrée. D'un côté, l'on peut presque dire qu'Israël est devenu le cinquante et unième état des USA et de l'autre constater comment ce pays est devenu un atelier des innovations militaires les plus modernes. La nanotechnologie militaire, les boucliers, drones, etc., ce sont des manufactures israéliennes au service de la US Army.

Le DR.- Vous avez défendu l'idée d'un compromis politique entre toutes les forces politiques palestiniennes, en particulier entre le Fatah et le Hamas. Soutenez-vous toujours cette idée ? Les divergences entre "laïcs" et "islamistes" au sein de la société palestinienne et plus largement des sociétés arabes, vous semblent-elles surmontables ? Si affirmatif, sous quelle forme ?

L.S.- Je suis au départ anthropologue et c'est peut-être ça qui explique mon attachement à toujours revenir aux sources. L'OLP a été, depuis le départ en 1964, un front politique intégrant, comme je vous l'ai dit auparavant, toutes les forces patriotiques du pays qui refusaient la colonisation sioniste. Le Hamas est une création en 1987, dans notre pays, du mouvement égyptien des Frères musulmans. Leur voca-

tion a été depuis toujours le prosélytisme religieux islamiste et non pas la lutte contre l'occupant. D'ailleurs, ils critiquaient notre engagement parce qu'il était national et pas religieux. Ce ne fut qu'après Oslo justement, lorsque l'OLP en respectant ces accords suspend la lutte armée en 1993, que le Hamas, de manière fort opportuniste, se dit partisan de combattre Israël par les armes et récolte ainsi une certaine popularité dont il était jusqu'alors orphelin. Ils sont maîtres aujourd'hui de la bande de Gaza et l'on constate qu'ils sont davantage occupés à faire de commerce que de la lutte armée.. Cela dit, nous croyons dans la possibilité et la nécessité de l'unité et sommes partisans de donner au peuple, via des élections, la capacité de décider leur représentation.

Le DR.- Comment analysez-vous, en tant que palestinienne, ce qu'on a appelé le "printemps arabe" ?

L.S.- Je crois avant tout que c'est un mouvement historique irréversible : le réveil de nos société civiles, mais je ne crois pas que la dénomination « printemps arabe » soit la bonne, surtout si nous voyons l'actualité de ces événements. Je crois que nous sommes plutôt devant un processus des « intifada » qui démontrent l'arrivé de la société civile comme nouvel acteur politique dans ces pays. Pour bien comprendre nous devons nous dire qu'il n'existe pas un monde arabe mais trois. Le premier, celui des pays pétroliers du golfe, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats et le Bahreïn, de tradition sunnite. Des pays où leurs citoyens ont des revenus suffisants pour, tout simple-

ment, ne pas devoir travailler. Ils exportent alors leur pétrole et leurs gaz et importent de la main d'œuvre. Sur un million deux cent mille habitants, il n'a que, par exemple, 200 milles qataris ; le reste ce sont des népalais, tibétains, bengalis, qui travaillent dans des conditions proches de l'esclavage. Le problème, qui commence déjà à apparaître c'est qu'en Arabie Saoudite, au Kuwait et Bahreïn, la plupart de ces immigrés sont des chiites iraniens. Le deuxième monde arabe est celui de l'Afrique du Nord : Maroc, Tunisie, Algérie, Libye, Mauritanie. Pays sans ressources et tributaires de leurs bonnes relations avec l'Union européenne pour stabiliser leur situation. Le troisième, appelé aussi le Machrek ou Moyen-Orient, est composé par l'Egypte, la Palestine, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Irak. Ces pays ont la particularité d'être des voisins d'Israël et donc leur destin est lié en quelque sorte à la solution ou aux évolutions de la question israélo-palestinienne.

L'Etat sioniste s'acharne à créer un Etat juif. Il s'agit d'un projet d'apartheid théocratique

Le dit printemps arabe a éclaté dans le deuxième et troisième monde arabe, des pays moins fermés et plus en contact avec l'occident et ses mœurs politiques et culturels via la Méditerranée. Dans ces pays une société civile avec une conscience de révolte est née

et qui a conduit à la destitution des dictateurs et leur remplacement par des gouvernements élus, où les islamistes ont gagné démocratiquement à cause de l'absence de partis et de syndicats de gauche. Mais ces nouvelles sociétés civiles contestent maintenant les nouveaux gouvernements exerçant ainsi des droits d'opposition qu'ils n'avaient pas connue pendant des décennies. L'avenir est donc encore à construire dans ces pays, la démocratie laïque aussi.

Le DR.- Et la Syrie ? Et la destitution de Kadhafi ? Ne croyez-vous pas que les américains et les israéliens ont intérêt à décapiter tout régime qui ne leur soit entièrement soumis et de surcroît laïcs ?

L.S.- Qui peut dire que le régime syrien est laïc ? Ce n'est pas faux de dire que les américains et les israéliens ne sont pas mécontents que des pays comme l'Irak et la Syrie, des véritable puissances susceptibles de faire face à Israël soient dans ce chaos. Cela dit, je ne crois pas que Kadhafi, Saddam ou Assad soient des dirigeants démocrates et laïcs. En Syrie une intifada civile et pacifique a commencé contre un régime dictatorial imposé à ce peuple pour plus de 40 ans. Assad a réagi de manière extrêmement brutale en tirant sur la population civile et ce pour se maintenir au pouvoir et continuer à favoriser sa clique mafieuse. Hélas, l'insurrection civile initiale n'a pas reçu le soutien qu'elle méritait et aujourd'hui les combattants islamistes armés d'Al-Qaida, mais aussi les salafistes minent la coalition et l'Armée Libre Syrienne et conduisent le pays au chaos. ■

Wilfried Martens et les années 80

Le néolibéralisme dans les starting-blocks

Thierry Verhoeven

Un, deux, trois,....., neuf !
Wilfried Martens, premier ministre de neuf gouvernements fut un « homme d'Etat de chaque seconde ». Homme surtout de l'Etat néolibéral des années 80. Pas un Etat néolibéral triomphant. Un Etat néolibéral rampant qui aujourd'hui encore, ne cesse de s'étendre.

Il y a eu les Fourons en Limbourg et la saga autour de la nomination de José Happart comme bourgmestre de ce village dont la majorité de la population réclame le retour à Liège. Il y a eu les victimes du drame au stade de football du Heysel. Il y a eu les tueries du Brabant-Wallon. Il y a eu les attentats des Cellules communistes combattantes. Et il ne faut pas oublier les grenouillages entre gendarmerie, sûreté de l'Etat, extrême-droite (avec des organisations comme le Wesland New Post, WNP), le CEPIC, l'aile ultra-droite et réactionnaire du monde social-chrétien. Il ne faut pas oublier ce que l'on appelle les années de « plomb ».

Et il ne faut pas oublier la réponse du gouvernement de l'époque : un renforcement tous azimuts de l'appareil de répression, particulièrement de la gendarmerie, sous la houlette de Jean Gol, ministre de la Justice. Et aussi l'opération « anti-terroriste » Mammouth qui a surtout permis la récolte d'informations sur les organisations de gauche du pays. Il ne faut pas oublier ces moments forts des gouvernements des années 80, des gouvernements dirigés par Wilfried Martens.

Casser le social et la démocratie

Wilfried Martens ? « Un homme d'Etat de chaque seconde » pour ceux qui saluent aujourd'hui sa mémoire. L'homme d'un Etat néo-libéral des fameux gouvernements Martens-Gol. Un Etat néolibéral qui, dès le début des années 80, bloque les salaires, fait trois sauts d'index, attaque la sécurité sociale, coupe dans les dépenses publiques pour diminuer la dette (déjà), fustige les syndicats et bride tout débat démocratique. Un Etat néolibéral qui au nom de la « compétitivité » favorise les revenus du capital, le laisse jouer à sa guise et pratique la privatisation rampante. Un Etat néolibéral qui casse le compromis social-démocrate. Ce compromis entre Etat et marché d'une part, patrons et syndicats d'autre part. Ce fameux compromis auquel continue à croire (ou font semblant) les socialistes, malgré l'évidence des ravages de trente ans de néolibéralisme. Mais ce n'est pas le néolibéralisme triomphant de Reagan et de Thatcher. Même si, sous Martens, les gouvernements ont le doigt sur la couture du pantalon, obéissant aux ordres de l'OTAN comme pour l'installation des missiles de croisière américains en Belgique. Même si, sous Martens, le gouvernement soutient d'emblée le projet de « guerre des étoiles » de Reagan. Même si, sous Martens, l'Etat méprise autant le débat et l'opposition démocratique que le gouvernement Thatcher : fi des manifestations des centaines de milliers de pacifistes, fi des grèves et des manifestations des sidérurgistes, des agents des services publics, fi des parlementaires. A part les propos provocateurs et un peu brouillons de Guy Verhoofstadt, le « baby Thatcher », tout cela se fait sans af-

firmations tonitruantes. Plutôt après caucus, connivences, ce que certains appelleraient même « complots ». Impossible de faire la liste de toutes les mesures des neuf gouvernements Martens. En voici donc quelques-unes parfois oubliées. Mais des mesures, symboles d'une politique qui favorise le capital et le patronat et qui pénalise le travail et la population, symboles d'un néolibéralisme rampant qui, depuis les années 80, n'a cessé de tracer les politiques gouvernementales.

Laisser le marché

En 1981, la loi Cooreman-Declercq exonère de 13% d'impôts les profits des entreprises réalisés par l'augmentation de fonds propres, plus une déduction fiscale pour les profits des actionnaires. Un abaissement du précompte mobilier : de 25% à 10%.
Résultat : 300 milliards de FB d'investissements en capital aux entreprises en 1982 et 1983. Avec une Société générale se taille la part du gâteau : la loi permet d'apporter 62 milliards de FB d'argent frais dont 21 milliards souscrits par le holding de la Générale elle-même. Declercq avait été administrateur de plusieurs entreprises de la Société générale (ACEC notamment).

Le holding de la Société Générale qui, comme le groupe Bruxelles-Lambert, laisse partir à vau l'eau les entreprises qui ont fait sa richesse. Mais l'Etat néolibéral est là pour nationaliser et régionaliser les pertes. Début des années 80, l'endettement du groupe Cockerill est énorme. Cockerill est quasiment nationalisée. Les pouvoirs publics ont alors 82% du capital (fin des années 80,

l'Etat sera propriétaire de 98% de Cockerill Sambre). Les autres actionnaires ? Le Groupe Bruxelles-Lambert d'Albert Frère et la Société Générale de Belgique (2%). L'Etat paie mais ne gère pas. L'économie et le marché, c'est pour le privé.

En 1982, ce sont les centres de coordination, l'ancêtre des intérêts nationaux. Chaque groupe qui a au moins une filiale à l'étranger peut créer un centre de coordination pratiquement exonéré d'impôts. Résultat : près de 25% des investissements de ces entreprises transitent par les centres de coordination. Le manque à gagner fiscal est estimé à 5 milliards de francs par an.

C'est l'opération Maribel. Symbole des mesures pour que nos entreprises retrouvent la compétitivité en diminuant le coût du travail. Au nom du « les réductions d'aujourd'hui dont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. » Depuis trente ans, l'antienne n'a pas changé. Et il n'y a toujours pas de miracle. En 1990, la Cour des comptes estimait que les patrons avaient gagné 145 milliards d'euros sur leurs cotisations à la sécurité sociale. Une sécurité sociale mise aussi à contribution pour l'équilibre du budget de l'Etat... Et ces cadeaux aux entreprises, quels effets sur l'emploi ? En 1980, il y a 295 000 chômeurs. Ils sont 455 000 en 1985 et près de 400 000 en 1990 ! Si le capital et les patrons ne sont pas oubliés, les chômeurs et les assurés sociaux non plus...

Chômeurs en laisse

En 1980, la loi Dewulf introduit la catégorie de cohabitant dans le chômage.



Margaret Thatcher & Wilfried Martens

70% des chômeurs deviennent ainsi cohabitants, et 90% d'entre eux sont, en fait, des... chômeuses. Les allocations de cohabitant diminuent fortement avec la durée de chômage pour atteindre le niveau du minimum de moyens d'existence du CPAS. En 1982, on supprime l'allocation de chômage aux jeunes qui sortent de l'école. Ils reçoivent à la place une allocation « d'attente » beaucoup plus basse.

En 1986, une nouvelle loi touche les cohabitants : un arrêté des pouvoirs spéciaux supprime les allocations de cohabitant pour ceux qui ont une durée de chômage « anormalement » longue. On catégorise ainsi de plus en plus les chômeurs et on catégorise aussi de plus en plus les emplois ou plutôt les sous-emplois. Fin des années 70, on avait inventé le cadre spécial temporaire (CST), dans les années 80, on invente d'autres sous-statuts : troisième circuit de travail (TCT), fond budgétaire interdépartemental de l'emploi (FBIE), Agent contractuel subventionné (ACS), ... Le sous-statut devient la norme dans le secteur non-marchand, social, culturel. C'est le début de la normalisation de l'emploi au rabais. Depuis lors, tous les

gouvernements ont repris et élargi les sous-statuts : Prime, Plan Rosetta, Activa, APE, ...

Le chômage n'est pas le seul secteur de la sécurité sociale qui est la cible des gouvernements Martens. Les soins de santé sont de plus en plus chers, les pensionnés trinquent et personne n'est oublié. En 1983, par exemple, un arrêté royal limite le cumul d'une pension de retraite avec l'indemnité pour maladie professionnelle. On réduit ainsi les indemnités de milliers de pensionnés. Et au profit des employeurs : car l'indemnité est payée par un fond financé par les employeurs, ils ont fait ainsi 1,25 milliards d'économies depuis 1983. En plus, l'arrêté est pris sans l'avis obligatoire du Conseil d'Etat. Mais ça, les gouvernements Martens « s'en foutent ». La politique menée dans les années 80 l'est à coup de pouvoirs spéciaux, de mise en vacances du parlement, d'ukases et de mépris du débat démocratique. Vu d'aujourd'hui, cela fait peur. Et pourtant, qui sait quel effroi prendra, dans trente ans, les observateurs de notre gouvernement actuel soumis au carcan budgétaire et imposant l'austérité. ■

Fronde syndicale au pays noir

François D'Agostino

Historiquement, la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique), depuis sa création au sortir de la Deuxième guerre mondiale, a toujours entretenu des rapports privilégiés avec le Parti Socialiste. Rapports parfois tendus, au cours d'une longue histoire. Néanmoins, à Charleroi, cette « entente » prend l'eau depuis quelques temps déjà. Lors du congrès d'orientation politique de 2010, la FGTB Charleroi-Sud Hainaut avait décidé de reconsidérer ce lien privilégié avec les socialistes (et dans une moindre mesure les écologistes) pour entamer un dialogue avec les autres partis démocratiques de gauche. Et lors du Premier Mai 2012, cette orientation fut confirmée dans un discours de Daniel Piron, secrétaire régional.

Dans ce discours, Le PS en prenait pour son grade : au nom de sa régionale, Daniel Piron attaquait le zèle des sociaux-démocrates à appliquer des mesures de droite, à s'adonner à la chasse aux chômeurs et à couper dans les budgets publics, et appelait donc à la constitution d'un « nouveau relais politique des travailleurs ». « Feu de paille », « poussée de fièvre gauchiste » avait rétorqué Paul Magnette, pas encore bourgmestre de Charleroi ou président du PS à l'époque. Mais plus d'un an après, il n'en est rien.

La FGTB Charleroi Sud-Hainaut a réussi son coup : rassembler différents partis à gauche du PS et d'Ecolo autour de la table (Parti Communiste, PTB, LCR, MG, PSL...), susciter l'intérêt dans certains secteurs de l'autre grand syndicat, la CSC (Confédération des Syndicats Chrétiens), voire même à l'étranger : lors d'un grand évènement organisé à

Charleroi en avril 2013, des messages de solidarités émanant de Pierre Laurent pour le PGE ou de Ken Loach, entre autres, avaient prouvé à la salle que quelque chose d'important se passait. Où en est-on, maintenant ?

Une brochure reprenant le fameux discours de 2012, mais également la déclaration de principes de la FGTB datée de 1945, revenant à la fois sur la notion d'indépendance syndicale et sur les objectifs poursuivis par le syndica-



lisme rouge. Surtout, cette brochure expliquait en 8 questions-réponses les grands points de sa démarche, en vue de la diffuser encore plus largement parmi ses affiliés. Pour Daniel Piron, en tout cas, le débat est lancé au sein de la FGTB : la brochure est diffusée efficacement auprès des militants syndicaux, fait l'objet de débats dans les différentes centrales, et sera bientôt suivie d'une autre reprenant un « programme d'urgence en 10 points ». Reste à voir, pour lui, ce que feront les différents partis de gauche présents autour de la table, surtout à quelques mois des élections de 2014.

Syndicalisme et politique : une brochure militante

« 8 questions en relation avec l'appel du premier mai 2012 de la FGTB-Charleroi-Sud Hainaut »

C'est un bel objet que la plaquette éditée par la FGTB Carolo. Une couverture rouge, avec un grand « 8 » entouré de ce qui ressemble à des rais de lumière. Les camarades auraient voulu faire un clin d'œil aux luttes du passé que nous ne serions pas plus surpris que ça. Et l'intérieur est du même tonneau, avec toutes ces photos de manifs et actions syndicales. Anecdote ? Pas vraiment : « la forme, c'est du fond qui remonte à la surface », disait Victor Hugo, et le fond de cette brochure est certainement plus ancré dans le rouge vif des luttes de classes passées, présentes et à venir, que dans la conciliation « rose bonbon » ou la capitulation face au patronat et aux diktats du capitalisme.

Destinée avant tout aux militants syndicaux, cette brochure a été tirée à 10.000 exemplaires en français, et 5000 en néerlandais. De source sûre, on sait que la distribution est bien engagée, et suscite beaucoup d'intérêts parmi les travailleurs et les centrales. Et pas qu'à Charleroi.

Après une brève introduction de Carlo Briscolini, président de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut, qui revient, on a droit à un (salutaire) rappel in extenso de la déclaration de principes de la FGTB, datée de 1945. Lutte des classes, société socialiste, tout est là, et c'est une bonne chose de savoir que ce texte est tou-

Suite page 12

La semaine de la mobilité, parlons en

Freddy Guiddé

Il est indéniable que le transport de marchandises par chemin de fer est en perte de vitesse depuis de nombreuses années. Une voie de chemin de fer longe notre immeuble à Fontaine-l'Évêque. Autrefois, s'y dressait une gare importante sur la ligne Charleroi - La Louvière. Le matin, le train débarquait son lot quotidien de travailleurs employés dans les clouteries environnantes. Et puis, nos décideurs ont dévié la ligne pour construire le périphérique, plus connu sous le vocable barbare de R3. Plus tard, la gare a été démolie. Il faut dire que les clouteries avaient fermés leurs portes depuis longtemps. Mais voici deux ans encore, une petite usine, qui fabrique des paillasse métalliques pour la construction de routes et autoroutes, située un peu plus loin et appartenant au groupe sidérurgique RIVA faisait livrer ses rouleaux de fil de fer laminés à Marcinelle ainsi que l'enlèvement de sa production par la voie ferrée deux fois par jour. Il y a deux ans le groupe a changé son fusil d'épaule. On utilisera plus les services de la SNCB. Na ! Maintenant, les cheminots démontent les rails rouillés, quand ils ne sont pas volés... Et pourquoi? Pour la sacro-sainte rentabilité et gonfler les dividendes des actionnaires de RIVA. Mais depuis deux ans, les semi-remorques sillonnent nos routes communales. La ville qui tire le diable par la queue pour boucler ses budgets annuels, se voit obligée de réparer constamment ses voiries endommagées par le va-et-vient continuel des poids lourds.

A la veille de la Semaine de la Mobilité, la nouvelle est tombée comme un coup

de massue. Des d'emplois, on parle d'une centaine, seront probablement supprimés à la gare de triage de Monceau-sur-Sambre. Et pour quelle raison? Selon les explications fournies par la direction de la SNCB, le transport de marchandises par chemin de fer ne serait plus rentable. Le mot est lâché REN-TA-BILITÉ !!! Cela signifie en clair que la SNCB n'est plus là pour rendre service à la population et combattre la pollution en diminuant le nombre de véhicules sur nos routes. Non elle existe pour être rentable...

Mais au-delà, cette mesure verra un nombre croissant de poids lourds circuler sur nos routes et autoroutes. Rappelons que ces infrastructures sont entièrement financées par le contribuable même par celui qui ne possède pas de voiture. Mais cela n'a aucune importance. Nos autorités nous concoctent chaque année une Semaine de la Mobilité et une journée sans voitures pour nous "conscientiser", nous "responsabiliser" afin de participer ensemble à l'éradication du réchauffement climatique... La belle affaire! En clair, ces autorités nous prennent pour de grands enfants incapables de réprimer nos envies de route. Et pour cette Semaine de la Mobilité, on fait beaucoup de tapage : publicité, reportage en tout genre. On fait même usage du nouveau couple royal - Il faut dire qu'en ce moment, les médias en font des tonnes : Monsieur le roi par-ci, Madame la reine par-là. Un couple normal quoi. ! Et ne venez pas avec vos mesquineries habituelles du type : "avec le pognon que nous leur filons...", ça gênerait leur image à ces pauvres gens. Lors de la journée sans

« Le mot est lâché :

REN-TA-BILITÉ!

Cela signifie en clair que la SNCB n'est plus là pour rendre service à la population ... Non elle n'existe que pour être rentable »

voitures à Bruxelles, Madame la reine, Monsieur le roi et leurs deux royaux enfants à bicyclette ont pris la pose pour la photo, diffusée par l'ensemble des médias. Un couple normal, on vous dit... Peu importe, cela nous permet d'oublier les emplois qui seront supprimés à la gare de triage de Monceau-sur-Sambre et les centaines de camions déferlant sur nos routes dans un futur proche...

Pendant tout ce temps, on oublie ces travailleurs et leur famille qui devront se contenter de vivre avec le maigre pécule du chômage. Cependant, dans le quotidien le "Soir" de ce mardi 24 septembre, on nous prie de verser des larmes pour l'emploi perdu de Monsieur Enzo Scifo, entraîneur de l'équipe de Mons. Ce pauvre garçon va devoir vivre avec le pécule octroyé par l'Onem, comme des milliers d'anonymes ... Ces anonymes considérés bien souvent comme les profiteurs du système. Mais cela changera peut-être avec l'arrivée dans leurs rangs de ce "gentlemen du football" comme le surnomme le "Soir"... ■

Le Brésil assis sur un volcan?

Romildo Gomez Pinheiro

Une augmentation, forte, subite et inattendue, des prix des transports publics a suffi pour que des centaines de milliers de brésiliens crient leur mécontentement dans les rues des grandes villes de ce pays. Mise dans le contexte des milliards programmés pour réussir le championnat mondial de football en été 2014, cette mesure montre la fragilité d'un modèle social-démocrate fondé sur l'assistanat et le productivisme sans limites.

Les manifestations qui ont eu lieu au Brésil en juin 2013 ont secoué et gravement mis en doute le consensus que connaissait le pays depuis l'élection de Lula en 2002. Lorsqu'une vague de manifestations mobilise environ trois millions de personnes au Brésil, c'est parce que quelque chose de grave est en train de se passer dans une société habituée à un faible participation populaire et une forte tradition autoritaire. Le pays s'est donc trouvé confronté à une démonstration éclatante

de la fracture sociale que constituent toutes ces inégalités qui émergent de temps en temps sur l'ordre du jour politique. Fracture qui s'exprime aussi dans la généralisation de la violence : en 2012, 50.108 personnes ont été assassinées au Brésil.

Depuis l'avènement de la figure de Lula da Silva, président de 2002 à 2010, DROP (« l'homme sans qualités », selon l'expression du sociologue Francisco de Oliveira¹), DROP une vague d'espoir populaire semblait avoir envahi le pays, en particulier ses populations les plus modestes. de sorte qu'un consensus populaire y paraissait organiser un nouveau pacte social dont le Conseil de développement politique et social (CDES) DROP ((déjà disparu)) DROP, constituait la marque. C'est ainsi que suite à ce consensus et certaines mesures du gouvernement Lula, le pays a réussi, dans la période de 2002 à 2013, à diminuer la pauvreté extrême de 28 pour cent. Cette diminution s'est traduite par une augmentation de la consommation des pauvres en particulier en biens durables, et par l'accès aux services publics essentiels. Quelques observateurs sont même arrivés à conclure qu'il s'agissait là de la consti-

tution d'une nouvelle classe sociale moyenne grâce aux politiques d'augmentation du salaire minimum, aujourd'hui autour de 300 dollars. Comment alors s'expliquer le fait qu'autant de gens se soient mis à manifester avec une telle détermination sans craindre les violences policières et les risques que de tels engagements impliquent dans un pays comme le Brésil ?

La réponse à cette question se trouve sans doute dans les limites des politiques mises en place par le gouvernement de coalition dirigé par le parti de Lula, le Parti des Travailleurs. Derrière les revendications pour l'arrêt des augmentations du prix du transport public qui partout au Brésil ont été le déclencheur des mobilisations, c'est dans la condition de profonde précarité sociale qui connaît le prolétariat urbain et en particulier sa jeunesse où il faut chercher les fondements de cette révolte. Au sein de cette jeunesse, c'est la population étudiante qui est la plus consciente des racines du problème et de l'urgence qu'il y a à s'opposer au système qui en est le responsable. C'est elle qui a compris qu'il ne reste au régime que l'alternative de la représen-

Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire?

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CArCoB asbl) sont là pour vous répondre

Depuis 1996, le CArCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2kms de collections

Contactez-nous :

CArCoB, 33, r. de la caserne,
B-1000 Bruxelles
TÉL : 02 513 61 99
carcob@skynet.be
<http://www.carcob.eu>

heures d'ouverture (sur rendez-vous):
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

sion policière comme seule solution pour maintenir l'ordre. Il est clair pour cette jeunesse qu'après onze ans dans le gouvernement du Brésil, la coalition dirigée par le Parti des Travailleurs est animée par une stratégie de gouvernement destinée à préserver l'ordre bourgeois et sa stabilité. Et que pour ce faire et afin d'obtenir le soutien du sous-prolétariat et des couches de la population pauvre il convenait d'entreprendre un ensemble de programmes sociaux destinés à soulager les grandes carences dont souffrent ces populations. D'où cette stratégie réformatrice basée sur la réduction de l'extrême pauvreté et l'encouragement à la consommation de masse.

De l'autre côté il faut bien tenir compte du fait qu'en échange de ces mesures réformatrices et d'accompagnement social, le régime s'est lancé dans une course effrénée pour le productivisme et la compétitivité de la production nationale. En contrepartie des augmentations salariales, a été instaurée une politique du travail destinée à la restructuration productive du pays par la dissémination de méthodes de gestion impitoyables suivant le modèle « toyotiste ». L'entreprise japonaise Toyota est bien la référence pour la soumission inconditionnelle des ouvriers envers les propriétaires de l'usine. Une pression pèse sur les travailleurs à travers la réalisation d'objectifs quantifiés. C'est ainsi qu'en dépit de la réduction du chômage sous la redoutable période de Cardoso (1994-2001), le modèle du travail au Brésil est

marqué par des durées du travail et des rythmes de rotation sans commune mesure avec les normes internationales pourtant, théoriquement, adoptées par le gouvernement.

Ces politiques ont été très spécialement ressenties par les jeunes qui ont occupé les rues du Brésil pour les dénoncer avec la fougue propre à leur âge. De leur côté le gouvernement et le patronat n'ont pas cessé de chercher à discréditer les protestataires avec une

foot. C'est cette même jeunesse réduite à être simple spectatrice des grands scandales de corruption qui ont touché des sphères importantes du pouvoir politique et qui ne peut que constater que les énormes réserves d'hydrocarbures découvertes dans les zones maritimes du Brésil vont être très largement privatisées en bénéfice des grandes multinationales françaises, et chinoises.

Face à toute cette contestation le gouvernement de Dilma Rousseff a pris des mesures d'urgence proposant d'un côté un nouveau pacte politique qui cherchera à assurer une large participation citoyenne dans la gestion du pays et d'un autre côté une série de dépenses en vue de soulager les carences urgentes dont souffrent les



populations les plus modestes. Des mesures typiques d'un gouvernement social-démocrate qui craint toujours d'aller aux racines du mal. Certes, le gouvernement est fier d'une ligne politique non soumise aux diktats de Washington comme c'était le cas tant de fois dans l'histoire du Brésil mais, dorénavant, il devra prendre conscience du réveil d'une population et de sa jeunesse qui ont décidé de prendre la parole et ne semblent pas disposées à l'abandonner facilement. ■

Pour chômer? Les travaux forcés!

Thierry Verhoeven

Jusqu'où ira l'humiliation ? On sait que les personnes coupables d'un délit peuvent être obligés d'exercer un travail d'intérêt général pour payer leur dette à la société. Recevoir des allocations (des indemnités, en fait) de chômage deviendra-t-il un délit ? Les chômeurs seront-ils demain soumis aux travaux forcés ? C'est ce que propose le député libéral flamand, Rik Daems. Pour un an de chômage, un jour de travail forcé par semaine. Pour deux ans de chômage, deux jours de travail forcé par semaine. Pour rassurer, le député propose des travaux d'intérêt général au service de la commune. Par exemple, l'entretien des espaces verts ou le ramassage de papiers. Ce n'est pas l'activité qui est en cause, c'est la

contrainte. Une contrainte contraire à la Convention de l'Organisation internationale du travail, ratifiée par la Belgique.

Cette convention autorise le travail forcé à condition qu'il soit « d'une nécessité actuelle et imminente » et prévoit le paiement d'un salaire. Quelle est cette nécessité actuelle et imminente ? C'est de rendre, plus encore qu'aujourd'hui, le chômeur coupable. Mais pour Rik Daems, c'est de « rendre au chômeur sa dignité » ! Ne plus avoir d'emploi serait donc ne plus avoir de dignité... Ce jugement moral joue, en douce, la carte démagogique du « chômeur-profiteur ». Elle est dans le droit fil des humiliations et des dénis de droit faits aux chômeurs. Faut-il rappeler que l'ONem oblige les chômeurs à signer des contrats d'insertion socio-professionnelle au mépris des droits de l'homme ? Faut-il rappeler que des milliers de chômeurs font des stages en entreprise payés 1 euro brut de l'heure ? Faut-il rappeler que l'ONem oblige le chômeur à accepter un contrat dit « convenable » qui dans les faits, ne l'est pas vraiment ? Faut-il rappeler que

plus de 20 000 jeunes touchant des allocations sur base de leur diplôme seront exclus le 1er janvier 2015 ? Et cette échéance les oblige à renoncer à des formations qualifiantes pour accepter n'importe quel boulot. Faut-il rappeler que l'on refuse aux chômeurs un bénévolat choisi et qu'ils ne peuvent aider la famille, un voisin ou une association sous peine de sanction ? Ce qui reste au chômeur ? Ce sont leurs maigres allocations et leur dignité. Celle-là même qu'on n'a de cesse de vouloir leur enlever.

Le MR est plutôt pour la proposition de Rik Daems. Et même la députée CDH Catherine Fonck reprend la proposition. A condition, dit-elle, que ce ne soit pas obligatoire, que ce soit un vrai emploi et que l'on soit « créatif » dans l'application... Bref, soumettre les chômeurs à une servitude volontaire, en quelque sorte... Que les travaux forcés pour les chômeurs soient dans l'arsenal de l'offensive néolibérale n'est pas étonnant. Plus étonnant est que ce soit, même en partie, relayé par le Centre démocrate...Euh... Comment déjà ? Ah oui, le Centre démocrate 'humaniste' ! ■



Suite de l'article sur la FGTB page 8

jours une boussole dans le monde syndical. Bien évidemment, les passages relatifs à l'indépendance syndicale et à la nécessaire intervention du syndicat dans le débat politique sont mis en évidence.

L'extrait du rapport du Congrès politique de 2010 qui a vu le lien « privilégié » avec le PS remis en question précède le

discours du premier mai 2012, ainsi que la résolution du Comité exécutif, prise à l'unanimité ce 22 mai 2013, et poursuivant l'initiative, allant même proposer la rédaction d'une plateforme programmatique d'urgence.

Nous arrivons enfin aux 8 questions-réponses : le syndicat peut-il s'occuper de politique ? Quelle stratégie politique adopter ? est-il question de créer un nouveau parti ? etc. Tout est conçu pour

répondre aux questions les plus fréquentes des adhérent-e-s. Et calmer certaines inquiétudes, semble-t-il. La démarche ouverte est intéressante à plus d'un titre, car, outre une radicalité certaine, elle fait la part belle au débat interne et à l'aiguillage de la conscience de classe au sein du mouvement syndical. Pari audacieux, mais indispensable.

Bonne lecture, et bonne lutte ! ■

Chroniques du temps qui passe...

Vladimir Caller

Le « shutdown » américain avec la Chine aux aguets..

Pendant seize jours d'octobre la gestion du budget fédéral américain a connu une situation infernale. Faute d'accord entre les parlementaires des partis républicain et démocrate sur le devenir des soutiens impliqués par l'Obamacare voté dans le précédent mandat, les comptes budgétaires de l'année 2014 ont été refusés par les Républicains. Ces derniers veulent vider de sa substance cette loi complexe par laquelle Obama avait arraché un vote favorable pour réaliser une quasi généralisation des mutuelles de santé en faveur de plusieurs dizaines de millions de citoyens parmi les plus vulnérables.

Devant l'absence d'accord au 1er octobre, le Président Obama est obligé par la loi de suspendre une bonne quantité des dépenses fédérales. C'est ainsi qu'environ 850.000 fonctionnaires ont été mis en chômage technique pendant deux semaines ce qui a coûté à l'Etat deux milliards de dollars pour rémunérer des fonctionnaires forcés de rester inactifs. Les médias du monde entier ont beaucoup brocardé sur la quantité de parcs et musées fermés aux touristes mais très peu sur la signification et symbole politique de cette situation qui est bien plus qu'un défi à la raison et au sens commun qui caractérise parfois la vie politique des Etats-Unis.

Aussi le « big shutdown » (« grosse fermeture » en anglais) a contraint le Président américain à annuler sa tournée en Asie, où il devait participer au sommet Asie-Pacifique, pièce essentielle de la stratégie américaine destinée, dans une première phase, à

contrebalancer l'influence chinoise dans la région pour encercler ce pays par la suite.

Outre le blocage du budget 2014, un autre blocage portait sur un second refus par les Républicains majoritaires à la Chambre des Représentants. Il s'agissait d'autoriser le Trésor américain de dépasser le plafond des dettes du pays comme cela est fait périodiquement de façon routinière.

C'est pourquoi la Chine, via un éditorial publié par l'Agence officielle Xinhua, fait un appel à l'opinion mondiale pour que l'on s'engage à bâtir un monde « dés-américanisé ». Il est grand temps, concluait l'édito du 13 octobre, de « briser l'hégémonie américaine et de remplacer le dollar par une autre monnaie, une nouvelle devise pour émanciper le monde du dollar ». Très compréhensible l'appréhension chinoise si l'on considère que ce pays possède environ 1.300 milliards de dollars de la dette américaine et que cette dette qui est aujourd'hui d'environ 17.000 milliards de dollars dépasse nettement le montant total du budget des Etats-Unis et croît à un rythme qui défie l'imagination : 57.000 dollars par seconde ! A noter que le curieux spectacle politicien avec les parlementaires républicains et démocrates se déchirant allégrement autour d'un budget paralysé risque de se reproduire en février prochain si ces messieurs n'arrivent pas à se mettre d'accord pour le budget 2014. ■

Qui contrôle la diplomatie française ?

Tout semblait indiquer que cette fois serait la bonne. La réunion à Genève

du 9 et 10 novembre était censée discuter le dossier du nucléaire iranien et l'éventuelle levée du blocus économique qui subit ce pays. Les observateurs avertis pariaient sur le succès des discussions suite aux bonnes dispositions du nouveau gouvernement iranien prêt, selon eux, à assouplir ses positions en permettant cette fois une inspection plus rapprochée des installations telles que l'usine d'eau lourde d'Arak et les mines de Gachin en Bandar Abbas. Le progrès de ces négociations devait donc aboutir à une levée significative des très sévères sanctions infligées à ce pays.

Et voilà que les négociations n'ont finalement rien donné à cause de la position du Ministre français Laurent Fabius opposé à conclure tout accord en arguant que l'on ne devait pas faire confiance aux propositions exposées par la partie iranienne. L'opinion publique française et internationale s'est montré très réservée, voire critique, vis-à-vis du comportement du ministre français à une, notable, exception : celle du Premier Ministre Benjamin Netanyahu qui a félicité chaleureusement le représentant de la France pour son action « bénéfique à la sécurité de l'Etat d'Israël ». Si à la performance de Laurent Fabius l'on ajoute celles de Kouchner lors du dossier irakien, de Bernard Henri Levy sur la guerre en Libye et Fabius pour la Syrie avec, toujours, l'enthousiaste soutien de Tel-Aviv et de ses puissants relais, on est en droit de se poser la question sur le poids de l'influence sioniste dans la politique étrangère française. ■

Le naufrage accusateur de Lampedusa

Marie-France Deprez

Lampedusa est une petite île italienne de 20km carrés, plus proche de l'Afrique (167 km de la Tunisie) que de la Sicile (205 km). Une petite île qui ne figure pas (plus) sur certains manuels de géographie en Italie et pourtant... qui ne connaît son nom aujourd'hui ?

Au début du mois d'octobre, un bateau parti de Lybie et naviguant vers l'Europe a fait naufrage faisant plus de 350 victimes. A son bord, des personnes poussées par la misère et venant chercher « une vie nouvelle ». Ce naufrage n'était ni le premier (depuis 1990, on estime à environ 20.000 le nombre de victimes, rien qu'en Méditerranée), ni le dernier puisque dès la semaine suivante, un autre bateau, en route vers Malte, a lui aussi fait naufrage.

Le sommet européen qui s'est tenu à Bruxelles le 24 et le 25 octobre aurait dû porter en grande partie sur l'immigration. Ce problème était mis en avant par les pays du Sud de l'Europe (Grèce, Italie, Malte) qui réclament notamment la révision du protocole de Dublin (une réglementation européenne qui fait porter au pays d'arrivée du migrant « la gestion » de son cas). Cependant, et malgré l'urgence de la situation, le sommet s'est contenté de remettre la discussion à juin 2014, après les élections. En fait ce que propose l'Europe, ce n'est que le renforcement de son statut de « forteresse » : renforcer la surveillance par des institutions répressives, telles que Frontex (agence européenne qui sur-

veille les frontières depuis 2005 avec navires, hélicoptères, caméras thermiques etc. de Gibraltar aux îles grecques) ou Eurosur (qui assure une surveillance par satellite des frontières terrestres et maritimes) donc simplement la militarisation des frontières de l'Union européenne. Quant aux pays de transit, l'Europe leur propose un rôle de gardien de leurs frontières pour empêcher les départs par des rafles et des arrestations...

Aucune écoute des associations de soutien aux réfugiés qui demandent, notamment, le simple respect des lois maritimes autorisant les navires à venir en aide aux migrants (rappelons que des pêcheurs tunisiens venus en aide à des migrants ont été poursuivis par la justice italienne).

Aucune prise en compte des causes profondes du problème. Or l'Europe devrait se rappeler qu'elle a une responsabilité historique énorme dans ce problème. Le colonialisme, au nom de la « civilisation », a détruit les économies et les sociétés qui existaient à son arrivée et aujourd'hui, le système qu'il convient d'appeler néocolonial continue de servir les intérêts des multinationales au détriment des populations locales. Ce soutien passe par des coups d'état (c'est le cas du Président Gbagbo en Côte d'Ivoire) ou l'élimination physique de ceux qui résistent comme Thomas Sankara au Burkina Faso. Une illustration très précise nous en est fournie lors de l'agression contre la Libye menée au nom des droits de l'homme, quand l'objectif véritable était de se défaire d'un dirigeant, certes dic-

tatorial, mais qui, surtout, ne se soumettait pas facilement et voulait protéger les richesses pétrolières de son pays. Au cours de cette guerre, la marine libyenne ne fut pas touchée. La raison ? Une éditorialiste du journal français *Le Monde*¹ nous la donne clairement : « les forces interventionnistes ne touchent pas à la marine libyenne parce qu'elle sera utile pour faire barrage aux immigrés dans le post-Kadhafi ». Rappelons que la Libye est un important pays de transit sur la route des migrants. Sous le gouvernement de Kadhafi, la Libye n'était d'ailleurs pas seulement un pays de transit, elle donnait du travail à des centaines de milliers de migrants africains, notamment des Sub-sahariens.



Maintenant, grâce à l'intervention « humanitaire » des puissances occidentales avec l'Otan, ces travailleurs migrants ont perdu leur travail, certains ont été sauvagement massacrés par les hordes islamistes qui ont pris le contrôle du pays. C'est ainsi que s'est produite une nouvelle vague de migration dans deux directions cette fois. Une partie est répartie vers le Sud, survivant en s'enrôlant dans les divers groupes armés qui pullulent dans la région, tel qu'on le voit au Mali d'aujourd'hui, et une autre vers des plages européennes comme celle de la petite île italienne. ■

1. *Le Monde* 31-03-2011

Marxisme, productivisme, décroissance

Gui Englebert

Certains décroissants ont l'habitude d'affirmer que le marxisme serait, par nature, productiviste et ignorerait l'interdépendance entre la nature et l'activité humaine et donc serait à rejeter au même titre que le capitalisme. C'est d'une part mal connaître Marx et d'autre part confondre de manière simpliste le marxisme avec l'expérience avortée des pays du socialisme dit 'réalisé' (URSS, Chine...) où la planification hyper centralisée et absolue, la bureaucratie et le manque de démocratie ont abouti à un productivisme effréné et à des catastrophes écologiques.

Certes, la fascination de Marx pour l'essor industriel et ses illusions technologiques ont pu donner lieu à des interprétations productivistes discutables et à une vision non critique d'un progrès scientifique et technique supposé intrinsèquement positif. Mais son approche est tout à fait compréhensible puisqu'il était inimaginable en 1850 de prévoir que le productivisme allait provoquer les destructions environnementales que nous constatons aujourd'hui. Cela dit, Marx a exprimé dans divers textes sa préoccupation écologique : « Dans l'agriculture moderne, disait-il, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de la productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force du travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seule-

ment dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol(...) La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le Travailleur¹ »

D'autres citations de Marx et Engels montrent clairement leur attachement à considérer avec attention les liens entre la nature et l'homme, la valorisation du milieu naturel comme facteur incontournable dans la création de la valeur, l'importance de tenir compte des effets de l'activité productive sur l'éco-système (même si la phrase n'existait dans leur temps). Même si aujourd'hui encore le mouvement ouvrier est encore profondément marqué par l'idéologie du productivisme et associé, à tort à mon avis, productivisme et progrès, certains partis marxistes commencent à mettre en cause l'idéologie productiviste et ses conséquences néfastes pour l'environnement. Ainsi, ce débat commence à prendre forme dans notre parti. C'est pourquoi j'estime que l'on doit considérer un socialisme écologique comme un projet alternatif possible pour remplacer le capitalisme.

L'éco-socialisme n'est pas le refus simpliste des socialismes historiques, « première version » du 20e siècle mais leur prolongement dans les conditions de dégradation de la nature que nous connaissons aujourd'hui. Le socialisme première version (plus connu sous la formule « socialisme réalisé »), n'a pas été capable de réaliser son but notamment à cause des effets divers du sous-développement dans

un contexte de violente hostilité des pouvoirs capitalistes existants. Cette conjoncture a eu de nombreuses conséquences délétères sur les socialismes existants, notamment le refus de la démocratie interne, de pair avec une émulation productiviste avec le capitalisme, franchement naïve et aberrante et qui connut son sommet pendant la période où Khrouchtchev se proposait dépasser le mode de vie américain, et qui les a conduits finalement à la ruine de leur environnement et à la chute même du système.

L'éco-socialisme conserve les objectifs



émancipateurs du socialisme première version et rejette les buts atténués, réformistes, de la social-démocratie et les conceptions productivistes du socialisme bureaucratique. Il insiste sur une redéfinition des voies et du but de la production socialiste dans un cadre écologique. Il donne la priorité aux valeurs d'usage par rapport aux valeurs d'échange c'est-à-dire à la dimension qualitative des biens, à leur utilité pour les êtres humains. Il repose sur la propriété commune des biens de production, sur la libre association des travailleurs et sur un mode de vie éco-centré c'est-à-dire sur des écosystèmes intégrés dans une société humaine solidaire, avec des liens de réciprocité avec la nature. Il se réclame avec force de Marx tout en prenant conscience de ses limites. ■

1. K.Marx, *Le Capital*, livre premier, tome II

Le communisme et la société d'abondance

Alain Accardo

Suite de l'article page 15 de Gui Englebert

« Je suis de ceux pour qui l'idéal communiste demeure aussi neuf, lumineux et convaincant qu'il l'était pour Babeuf. A condition de ne pas le penser dans une perspective économiste, comme on faisait naguère encore, à une époque où l'humanité tout entière comptait moins de deux milliards d'individus. On pouvait alors imaginer de définir le communisme par la société d'abondance, entre autres traits essentiels. Encore que les notions d'abondance et rareté soient à entendre de façon relative, il est clair désormais que, même au prix d'un massacre intégral et irréversible de l'environnement planétaire, déjà entamé au demeurant, on ne peut plus envisager rationnellement d'extrapoler le modèle occidental actuel (la société d'abondance et de gaspillage) à une population mondiale qui dépasse déjà les six milliards d'individus (dont plus

d'un milliard d'affamés) et s'achemine rapidement vers des effectifs vertigineux.

Face à cet écrasant défi, qu'aucune économie de marché de type capitaliste-productiviste n'a le pouvoir de relever, sauf à choisir la voie du génocide sélectif d'abord, et finalement de son propre anéantissement, la seule issue convenable parce que la seule conforme aux principes de justice et d'humanité qui sous-tendent le progrès de la civilisation, c'est le partage, la mise en commun de toutes les ressources, la restitution à la communauté des humains, et d'abord des moins bien lotis, de tout ce qui nous permet de mener une vie digne, dans le respect de soi-même et des autres, y compris des autres formes de vie sur la Terre.

C'est donc la reconnaissance en fin, concrètement, de l'unité du genre humain, de l'égalité et de la solidarité ontologiques de tous ses membres. Ayant tous en-

semble la Terre en indivision, nous devons décider ensemble des meilleures formes d'appropriation, ou plutôt d'usufruit, en fonction de nos seuls besoins réels, ce qui exclut évidemment l'appropriation privée léonine par une minorité accaparant les moyens les moyens et les produits du travail social. Si le communisme n'est pas que cela, il doit commencer par être au moins cela. Le degré d'abondance atteint par l'économie ne change rien à ce principe fondamental qui satisfait aux raisons du cœur comme à la logique de la raison.

Contre un tel principe, aucun argument, y compris celui d'une inévitable réduction drastique du train de vie exorbitant et destructeur des plus riches, ne peut prévaloir. D'ores et déjà les esprits les plus conscients de la gravité des problèmes ont adopté une démarche de tendance décroissante raisonnée qui finira par s'imposer. Travaillons à ce que ça ne soit pas trop tard. »

LEF : Une écologie de gauche et non communautaire désormais bilingue !

**Links
Ecologisch
Forum (LEF)**

**Radicaal Groen Linkse
Partijoverstijgende
Beweging**



**Forum
Gauche
Ecologie (FGE)**

**Mouvement radical
Rouge et Vert
au-delà des Partis**

Contact Michel Vanhoorne . tel.09 222 40 33 . www.lef-online.be

Réduction du temps de travail : Utopie ou Nécessité ?

Serge Luchet

Et si l'on réduisait le temps de travail ?

En cette période de crise, devant l'hémorragie de pertes d'emplois, de fermetures d'entreprises, de restructurations de toutes sortes, devant l'immobilisme politique de nos élus et la dérive droitière du gouvernement Di Rupo, la question de la réduction du temps de travail devient une priorité incontournable. Non, pas cas par cas, comme cela a été fait pendant des périodes plus ou moins longues dans différentes entreprises (Caterpillar, Volvo, F.N., Cockerill, etc.) et ceci pour répondre à des problèmes locaux, ponctuels, de restructurations, de licenciements ou de gain de productivité. S'inscrivant dans une logique de partage du travail, une réduction collective du temps de travail sans perte de salaire et embauche compensatoire pourrait être une piste contre l'exclusion et le chômage des jeunes.

Mais pour être efficace, cette mesure doit être conséquente et se situer entre 10 et 15 % du temps de travail presté. Un exemple parmi d'autres, toute situation restant égale, cela permettrait chez Arcelor Mittal de sauver quelques 100 emplois temps plein.

Aujourd'hui, beaucoup d'entreprises ont recours au chômage économique et le statut unique ouvriers/employés applicable dès le 01/01/2014 accentuera encore la difficulté, puisque les « ex-employés » pourront dorénavant chômer temporairement dans des cas bien précis. Aors, vaut-il mieux laisser des milliers de jeunes et moins jeunes sans travail, émargeant pour certains

au chômage, au CPAS ou à charge des parents ?

Ou réduire collectivement par une loi le temps de travail à 32 heures semaine avec embauche compensatoire dans la plupart des secteurs ? Réduction compensée par des diminutions de cotisations sociales prélevées en partie par le soulagement des allocations de chômage. Financée indirectement par la relance du pouvoir d'achat des travailleurs concernés.

Devant ce choix, depuis plus de trente-cinq ans, le parti communiste, les organisations syndicales, des mouvements progressistes en ont fait leur cheval de bataille et ont démontré à maintes reprises qu'une telle mesure pourrait être neutre au niveau financier pour les entreprises et serait bénéfique à tous les niveaux. Pour le monde de la finance, pour des grandes multinationales, le profit et le pouvoir passent au dessus des considérations sociales. Certains vous diront : « l'Europe ne peut pas », ou « c'est illusoire », « on ne peut pas »... on connaît la chanson et si nos parents ne s'étaient pas battus nous serions toujours aux 48 h/semaine, sans congés payés, sans sécurité sociale, sans

La vérité est pourtant simple, cette Europe libérale, antisociale, élitiste, dirigée par les gouvernements au solde de la grande finance internationale veut récupérer les milliards d'euros qu'elle a perdus en investissant dans son économie « casino » spéculant sur les fonds de pension américains devenus insolubles, sur la bulle immobilière qu'elle a créée sur la spéculation boursière et

produits toxiques qu'elle a engendrés de toutes pièces. Ces pertes colossales, la grande finance internationale veut les récupérer sur le dos des travailleurs avec l'aide des gouvernements qui sont sous sa houlette, par des politiques d'austérité afin d'augmenter leurs profits.

Ces politiques d'austérité menées depuis plusieurs années par les gouvernements de l'Union Européenne ont fabriqué plus de pauvres et ruiné des milliers de familles, elles favorisent le racisme et la résurgence de l'extrême droite. Alors, pourquoi, devant cette casse sociale que nous connaissons aujourd'hui, cette mesure de réduction collective du temps de travail ne fait-elle pas l'objet d'une mobilisation nationale, voire européenne ? Pourquoi ne pouvons-nous pas nous mobiliser pour nos enfants, pour qu'ils puissent vivre dignement ?

Les causes sont multiples : crédits ? peur de perdre son emploi ? (pour ceux qui l'ont encore...) pression médiatique ? manque de solidarité ? Quelles que soient les raisons, nous n'avons plus le choix, on ne peut plus accepter une société qui sacrifie sa jeunesse au nom du profit et c'est pourquoi nous devons nous mobiliser partout pour une société plus égalitaire, plus juste. La réduction collective du temps de travail à 32 heures par semaine sans perte de salaire et embauche compensatoire est un des leviers indispensables à cette réussite. Elle ne doit plus rester lettre morte, mais devenir réalité. Et rappelons-nous ce proverbe chinois : « Une armée de fourmis peut triompher devant un serpent venimeux ». ■

Néofascisme et idéologie du désir¹

Francois d'Agostino

Dans le précédent numéro du Drapeau Rouge, nous évoquions Michel Clouscard au travers du livre de François de Negroni Avec Clouscard. Les éditions Delga viennent justement de rééditer une des œuvres fondamentales de l'homme de Gaillac, initialement sortie en 1973, dans une version bénéficiant d'une nouvelle et excellente présentation d'Aymeric Monville et d'une remarquable postface de Dominique Pagani.

Œuvre fondamentale, Néo-fascisme... l'est sans aucun doute. Cinq ans après Mai-68, Michel Clouscard s'attaquait au discours dominant du gauchisme de l'époque, cette fameuse « idéologie du désir », qui fustigeait un prétendu embourgeoisement de la classe ouvrière et de ses instances traditionnelles (PCF et CGT), donnait des airs révolutionnaires à la petite-bourgeoisie, mais ne tarderait pas à rentrer dans le rang. Au travers d'une analyse pointue, d'un marxisme appliqué, débarrassé de scories dogmatiques ou d'« innovations » qui sont autant de renoncements, Michel Clouscard brossait un tableau d'une grande justesse sur les évolutions du capitalisme d'après-guerre, les stratégies du néo-capitalisme pour détruire les conquêtes du mouvement ouvrier, ou le caractère colonialiste du Plan Marshall, y compris au niveau des mentalités. Il brisait les élucubrations sur la prétendue « société de consommation », en démontrant que la classe ouvrière n'avait accès qu'à des

biens d'équipements nécessaires à la reproduction de sa force de travail, forgeait le concept de « libéralisme-libertaire » et nous en passons... Livre court (moins de 150 pages dans cette édition), mais livre dense, aux idées forces qui seront encore développées par la suite dans le reste de la production du philosophe-sociologue.

Livre qui a des accents quasiment prophétiques, surtout, quand on voit les anciens gauchistes moqués dans ces pages, devenus les pires crapules réactionnaires (Denis Kessler, ex-mao passé au Medef et voulant détruire le programme du CNR, Cohn-Bendit et son libéralisme débridé,...).

La présentation d'Aymeric Monville, fin connaisseur et diffuseur de la pensée clouscardienne² vaut le détour. En plein débat manipulé sur le « mariage homo » en France, il rappelle à quel point, comme Clouscard l'avait montré dans ce livre, les avancées sociétales, autrefois « heureux complément » du progrès social, étaient devenues parties intégrantes de la stratégie du capitalisme pour anéantir toutes les conquêtes du mouvement ouvrier. Plaidoyer pour le sérieux marxiste et la

michel clouscard
néo-fascisme
et idéologie du désir



éditions delga

stratégie léniniste d'organisation du mouvement ouvrier, cette présentation, à laquelle nous adhérons pleinement, fera très certainement grincer des dents.

La postface de Dominique Pagani revient pour sa part sur la polémique lancée par Frédéric Lordon contre Jean-Claude Michéa, et lors de laquelle il a, abusivement, amalgamé les positions de celui-là avec celles de Clouscard, visiblement mal comprises. Prétexte à une démonstration jubilatoire, également disponible sur le blog Ragemag³. Lecture indispensable, donc...■

1. CLOUSCARD (M.), *Néo-fascisme et idéologie du désir. Genèse du libéralisme-libertaire*, Editions Delga, Paris, 2013, 15 euros.

2. MONVILLE (A.), *Le Néocapitalisme selon Michel Clouscard. Une Introduction*. Editions Delga, Paris, 2011, 7 euros.

3. <http://ragemag.fr/doi-on-sauver-le-soldat-lordon-45005/>

Omar

Un film du cinéaste palestinien Hany Abou Assad

Prix du Jury "UN CERTAIN REGARD" au festival de Cannes 2013

Robert Waeles

Que dire encore de la Palestine, ce pays auquel Israël et les USA d'Obama refusent un siège à l'ONU, un pays donc qui n'existe pas et que pourtant notre Europe aide en se cachant, presque honteusement. Ainsi l'UE subventionne les « infrastructures » entre deux invasions israéliennes, qui les détruiront une nouvelle fois sans que la même Europe ne se permette la moindre critique.

Que dire encore des Palestiniens que des colonisateurs tentent jour après jour de convaincre de partir au nom d'un sionisme ressemblant de plus en plus à un simple impérialisme colonial et qui, malgré tout, reviennent toujours avec, en poche un passeport arabe, européen ou américain vers « leur » patrie.

Paradise now, le premier film du cinéaste palestinien Hany Abou Assad, qui racontait l'histoire d'un attentat-suicide non abouti, avait décroché en 2005 l'Oscar du meilleur film étranger. Au cours de ce premier tournage, Abou Assad avait eu l'impression qu'un mouchard renseignait les israéliens sur les sites de tournage successifs. Cette impression s'était, d'ailleurs révélée exacte un peu plus tard : un de ses amis lui avoua avoir subi un chantage à propos de problèmes privés gênants.

Omar est son 2e film et il doit beaucoup aux souvenirs du premier tournage. Les premières images du film sont éloquentes: des murs qui d'ailleurs séparent surtout les enclaves palestiniennes les unes des autres tandis que le Mossad (espionnage israélien) tente de ronger par l'intérieur toute cohésion sociale entre les palestiniens par la menace, la calomnie et la promesse, dou-

blant ainsi les murs de béton par des murs de méfiance.

Tarek, Omar, Awad et une fille, Leila sont les quatre héros du film. Les garçons veulent faire « quelque chose » pour la cause, même si, à la limite, cet acte isolé ne débouchera sur rien puisque l'OLP n'existe plus. Ils abattent donc un soldat israélien. Omar est arrêté, modérément torturé et pris en main par un agent du Mossad qui tente de lui faire livrer le tueur et, surtout, de le recruter comme mouchard. On assiste à un jeu subtil qui commence assez classiquement par le duo classique flic méchant contre flic gentil. Tout évolue ensuite vers des rapports de type paternel, le policier dévoilant à Omar un certain nombre de détails sur sa propre vie familiale (comment trouver une baby-sitter s'il est retardé par l'interrogatoire ?). Ce détail dans la narration n'est pas introduit par hasard. Les jeunes sont terriblement seuls dans la Palestine d'aujourd'hui. Les adultes n'ont plus le moral à force d'avoir espéré en vain. Le coup du « bon grand père » est une technique très utilisée dans l'arsenal du Mossad.

Relâché peu après, Omar passera évidemment pour un traître aux yeux de ses amis et de son amie (sa compagne) Leila. L'occupant a-t-il gagné la partie sur ce point en tous cas ? Omar se voit obligé de renouer des liens amicaux pourtant anciens. Navigant à vue dans l'entrelacs des mensonges et fausses rumeurs, il ne livrera aucun de ses camarades, mais, par contre, il y perdra l'amour de Leila. Cette douceur qui lui servait de refuge ultime va être envahie, comme le reste, par le doute, les mensonges, la peur de la manipulation. A

son tour de constater qu'aucun sentiment ne résiste à cette paranoïa. Sans dévoiler la fin de l'histoire et pour rassurer les âmes sensibles, disons simplement que les méchants ne l'emporteront pas en paradis.

Autant le dire tout de suite : « Omar » n'est pas un film militant au premier sens du terme. Omar est tout à la fois, un film d'espionnage, un film d'amour (d'Omar pour Leila) et une chronique politique. Abou Assad a choisi de dépasser le simple récit pour accéder à quelque chose de plus profond. Un journaliste lui avait demandé s'il avait pensé à Shakespeare. La réponse avait été positive. Ce côté composite dérangera probablement certains. Il n'est pas tellement courant dans un film d'action de marquer ainsi l'importance primordiale des sentiments de confiance et de loyauté entre les combattants pour faire aboutir une action politique cohérente. Faut-il souligner que dans l'exil en pays étranger (Abou Assad est lui-même de nationalité néerlandaise), il a su puiser dans un riche fond culturel mondial.

Ajoutons pour terminer que Hany Abou Assad est avant tout un vrai cinéaste professionnel, maîtrisant les ficelles du métier, en particulier dans ses scènes d'actions, comme les poursuites haletantes dans le dédale des petites rues de la vieille ville.

Que conclure, sinon qu'il faut aller voir Omar alors qu'on nous annonce que des bonnes âmes, comme ce bon Mr Didier Reynders, prétendent qu'un règlement de la situation de la Palestine est proche..... à condition, bien sûr, de consentir aux concessions nécessaires. ■

Soutenir Le Drapeau Rouge !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultralibérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)

D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.

D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous les cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage!



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que le presse militante survit!

Sommaire

L'INVITE DU DR

"Les Etats-Unis et l'UE ont démontré leur complicité avec les politiques sionistes"
Lella Shahid p.2-5

BELGIQUE

Le néolibéralisme dans les starting blocs
Thierry Verhoeven p.6&7

LES LUTTES

Frondes syndicales au pays noir
Francois D'Agostino p.8

SOCIAL

la semaine de la mobilité
Freddy Guidé p.9

INTERNATIONAL

Le Brésil assis sur un volcan
Romildo Gomez Pinheiro p.10&11

SOCIAL

Pour chômer? les travaux forcés!
Thierry Verhoeven p.12

REGARDS

Chronique du temps qui passe
Vladimir Caller p.13

ACTUALITE

Le naufrage accusateur de Lampedusa
Marie-France Deprez p.14

DEBATS

Marxisme, productivisme et décroissance
Gui Englebert p.15

Le communisme et la société d'abondance
Alain Accardo p.16

Réduction du temps de travail, utopie ou nécessité?
Serge Luchet p.17

LECTURES

Néofascisme et idéologie du désir
François D'Agostino p.18

CINEMA

Omar
Robert Waeles p.19

Où trouver le DR?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Gand : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Club Achille Chavée, 34 rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège** : Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24, rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • **Press Shop** Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • **Tropismes**, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • **Librairie Rouppe**, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • **Filigrane**, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • **Librairie Candide**, Place Brugmann, 1050 Ixelles • **Librairie Aden**, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • **Librairie de Rome**, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • **Librairie Joao Afonso**, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Journal du Parti Communiste

Editeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Du nouveau pour nous contacter :
Veuillez noter notre nouvelle adresse mail :
drapeau.rouge.pc@gmail.com

Adresse : 4, Rouppe • 1000 Bruxelles
tél : 0494 35 39 34 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €
Abonnement de soutien : 25 €
Abonnement de grand soutien : 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €

Nouveau Compte en banques :

IBAN BE 89 000-4118511-85

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !

